

# services PUBLICS

## Le 30 octobre: santé publique en lutte !

Samedi 30 octobre, le personnel soignant se mobilisera à Berne.  
Pour défendre ses conditions de travail et de salaire, ainsi qu'une santé publique de qualité.  
Il y a urgence: ces salarié-e-s souffrent. EN PAGES 2, 6, 7 ET 9

### Grève dans la Ville

**3** POINT FORT – Le 30 septembre, les employé-e-s municipaux-ales de la Ville de Genève ont mené une grève très suivie pour défendre leurs revenus. José et Bastien, éboueurs, expliquent leur quotidien – et leur colère.

### La fin d'un cycle

**5** FRIBOURG – Les élections cantonales de novembre symboliseront la fin de deux législatures marquées par l'austérité, malgré de belles mobilisations. L'occasion de définir de nouvelles priorités pour l'action syndicale.

### Économie de pensée?

**10** L'INTERVIEW – Des professionnel-le-s de l'éducation veulent refonder l'enseignement économique au gymnase. Questions à Julia Steinberger, chercheuse en économie écologique et membre du SSP.

### Les os du désespoir

**12** BRÉSIL – Il y a peu modèle en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire, le Brésil a de nouveau faim. Dans la rue, mouvements populaires et syndicats dénoncent la misère et l'inflation semées par Bolsonaro.





## L'image d'Eric Roset

### «Une vie libre et digne pour les exilés!»

Samedi 2 octobre, 2000 personnes ont manifesté à Berne contre une politique d'asile qui viole les droits humains. Elles ont notamment exigé l'arrêt général des expulsions, ainsi que la fin des contrôles, des violences et de l'isolement imposés dans les camps de réfugié-e-s.

## Éditorial

# Chaque victoire compte!

**A**u mois de septembre 2018, des collègues de l'Hôpital zurichois ont lancé l'offensive.

Pour travailler dans les institutions de la santé, il faut souvent porter une tenue spéciale. Or, se changer prend du temps. D'autant plus que, parfois, il faut patienter devant des machines à distribuer les blouses, nouvelles et sophistiquées. «Ces minutes sont-elles du temps de travail?» s'est interrogé le personnel à Zurich.

La loi sur le travail (LTr) le suggère. Mais il faudra attendre début 2019 pour que le secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) le confirme clairement: «Toutes les activités et mesures qui doivent être effectuées ou prises, par exemple pour des raisons de sécurité ou d'hygiène au travail, avant que l'acte de travail à proprement dit puisse débuter, comptent comme temps de travail. L'habillement et le changement de vêtements nécessaires au processus de travail en font partie». Voilà qui semble clair et incontestable.

Satisfait de cet éclaircissement, le SSP se saisit du dossier. À travers tout le pays, le syndicat intervient pour exiger que la LTr soit appliquée. Mais il y a un problème: le respect de la loi n'est pas automatique. Quand on brûle un feu rouge au volant d'une voiture et qu'on est pris sur le fait, on paie une amende. Mais en matière de loi sur le travail, la réalité est différente. Lorsqu'un employeur viole la loi, et qu'un-e inspecteur-trice du travail constate l'infraction, le plus grand risque qui pèse sur le patron est... celui de devoir appliquer la loi.

En matière de temps d'habillement, les dispositions légales sont encore loin d'être respectées partout. Le SSP a donc décidé d'insister. Nous avons déposé des plaintes auprès du Seco, des inspections cantonales du travail et devant les tribunaux.

Arrive la pandémie. Le changement de

tenue devient une exigence encore plus stricte: question d'hygiène et de protection des patient-e-s. Encore un bon argument pour faire entendre aux employeurs que la loi doit vraiment être respectée. Les vagues de Covid déferlent, mais toujours pas de signaux clairs. Le SSP continue d'insister. Enfin, début 2021, quelques hôpitaux, EMS et institutions de soins à domicile acceptent d'entrer en matière. Combien de temps prend ce changement de tenue? Quelques minutes par jour. Pour un-e

salarie-e à plein temps, cela peut représenter entre 4 et 5 jours de congé supplémentaires par année! C'est loin d'être négligeable. Sans le syndicat, les employeurs continueraient à considérer que ce temps d'habillement est une activité non rémunérée. Encore une façon de payer moins cher un travail majoritairement effectué par les femmes! Certes, ces quelques minutes gagnées par

l'insistance syndicale ne vont pas changer radicalement les conditions de travail d'un personnel sur-sollicité (*lire en pages 6, 7 et 9*). Elles sont cependant un exemple de lutte gagnante. D'autres victoires sont possibles – si, ensemble, nous sommes capables de lutter systématiquement pour nos conditions de travail.

Nous n'avons pas encore obtenu les reconnaissances et les revalorisations nécessaires en lien avec la pandémie, mais cette bagarre pour faire respecter la loi sur le travail peut être un argument pour convaincre les collègues que le syndicat est une force collective.

Et une motivation de plus pour nous mobiliser, nombreuses et nombreux, le 30 octobre à Berne. Objectif: revendiquer les nécessaires améliorations de nos conditions de travail et de salaire! ■

**BEATRIZ ROSENDE**  
SECRÉTAIRE CENTRALE  
SSP  
**WOLFGANG MÜLLER**  
PRÉSIDENT  
COMMISSION SANTÉ  
DU SSP

**À BERNE LE 30 OCTOBRE !**





# « Qu'ils arrêtent de taper sur les ouvriers! »

**VILLE DE GENÈVE .** Le 30 septembre, les employé-e-s municipaux-ales ont mené une grève très suivie pour défendre leurs revenus. José et Bastien, éboueurs à la Ville, expliquent leur quotidien — et leur colère.

**GUY ZURKINDEN .** RÉDACTEUR  
**ERIC ROSET .** PHOTO

Pourquoi avez-vous fait grève le 30 septembre ?

**José** — Je l'ai fait d'abord pour soutenir les jeunes collègues. Il faut savoir que nous sommes tout en bas de l'échelle salariale de la Ville. Si les attaques continuent, les collègues plus jeunes ne pourront bientôt plus manger. À Genève, les salaires sont souvent trop bas par rapport au coût de la vie. Déjà aujourd'hui, un ouvrier divorcé avec deux enfants à charge n'arrive pas à faire face. Beaucoup finissent aux Pour-suites.

**Bastien** — Je me suis mobilisé d'abord pour éviter une baisse de revenu. Ils veulent nous retirer de l'argent, on devra se serrer encore un peu plus la ceinture. À Genève, les loyers sont chers, tout est cher. S'ils nous retirent encore l'annuité et le treizième salaire progressif, ce sera encore plus dur. Ça représente quand même près de 2000 francs en moins par an. Sans nous, la ville serait très sale. Alors, il ne faut pas venir baisser notre revenu. Ce n'est pas normal.

**José** — S'ils veulent faire des économies, qu'ils baissent d'abord leurs salaires — 253 000 francs par an pour un conseiller administratif, tous frais payés, c'est là qu'il y a de la marge. Et ce ne sont pas eux qui vont faire notre travail. Plutôt que taper sur les ouvriers, il faudrait limiter tous les salaires à 10 000 francs par mois, pas plus.

Qu'en est-il de vos conditions de travail ?

**Bastien** — On fait un métier dur. Qu'il pleuve, qu'il vente ou qu'il neige, on est dehors dès 6 h 30, sur les camions. Certains jours, on soulève jusqu'à 30 tonnes de déchets. On subit le stress de la circulation, avec parfois des insultes, les vibrations du camion. Ça, c'est la réalité de notre travail. J'ai déjà dû être opéré d'une épaule, ce sera bientôt au tour de la deuxième.

**José** — À force de faire toujours les mêmes gestes, pendant des mois et des années, on attrape des tendinites. Moi, je n'arrive plus à dormir avec le bras plié, ça fait trop mal. On a mal au dos aussi, à force. En hiver, on a souvent les pieds trempés. Parfois, on a froid toute la journée. Quand il faut tirer les containers dans la neige, c'est dur. Il faut avoir envie de faire ce métier. Les gars qui le font, ils ont un courage énorme. Les chauffeurs aussi: ce n'est pas facile de rester attentif durant toute la journée!

**Bastien** — Dans certains sacs, il y a du ciment ou des pots de fleurs, c'est encore plus lourd. Parfois, il y a aussi des automobilistes qui essaient de forcer le passage...

Y a-t-il des mesures qui permettraient de réduire cette pénibilité ?

**José** — Il faudrait qu'on puisse prendre notre retraite plus tôt — aussi pour donner des emplois aux plus jeunes au chômage. Qu'on nous laisse partir à 58 ans!

**Bastien** — Il faudrait aussi rajouter des camions et raccourcir la durée des tournées. Mais cela, ils ne veulent pas en entendre parler.

**José** — Le plus important, c'est de faire en sorte que les collègues ne se fassent plus mal.

Comment s'est passée la grève ?

**José** — Elle a été très bien suivie. Il y a eu plusieurs services présents, les collègues ont été formidables. Chez nous, seul un camion est sorti. Sur 200 employé-e-s, presque tous ont arrêté. Les ordures n'ont pas été ramassées ce jour-là.

Comment a réagi la Ville ?

**Bastien** — Ils nous ont fait rattraper le travail perdu. Normalement, mon camion charge entre 16 et 20 tonnes par jour le jeudi et le vendredi. Mais le vendredi après la grève, on a totalisé près de 40 tonnes.

**José** — Imposer ça, c'est faire mal aux collègues. La Ville a voulu nous punir parce que nous avons fait grève. Pour que dans le futur, le petit peuple se taise. Sur le reste, nos revendications, on n'a eu aucune réponse. C'est quand même triste.

Et maintenant, qu'allez-vous faire ?

**José** — Quand nous avons appris, le jour de la grève, qu'ils voulaient nous faire rattraper le boulot perdu, nous avons proposé à l'assemblée du personnel d'arrêter le travail durant deux jours en novembre: commencer la grève le jeudi, puis la reconduire le lendemain, avant de partir en week-end. Notre proposition a été acceptée. ■

## Contexte

### VERS UNE GRÈVE RECONDUCTIBLE !

Le 30 septembre, près de 800 employé-e-s de la Ville de Genève ont mené une grève historique. Dans le cortège, on trouvait des salarié-e-s de la voirie, des espaces verts, de la police municipale, des pompiers-ères, des bibliothécaires, des employé-e-s des musées, du service social...

Les grévistes dénonçaient le blocage des mécanismes salariaux décidé par le Conseil administratif, à majorité de gauche, au motif de réaliser des «économies». Ils et elles ont exigé la réintroduction de l'annuité, du treizième salaire progressif (on ne touche un treizième entier qu'après onze ans d'activité à la Ville), ainsi que de la prime d'ancienneté.

Les syndicats SSP et SIT, qui soutiennent les employé-e-s, dénoncent aussi l'absence de négociation sur plusieurs dossiers en attente — notamment la cessation anticipée d'activité pour les fonctions pénibles et les indemnités pour les inconvénients de service horaire. Ils demandent qu'un cadre soit défini pour le télétravail, introduit en urgence avec le Covid-19, en concertation avec les partenaires sociaux.

Le cortège s'est conclu par une assemblée générale, au cours de laquelle les grévistes ont décidé de maintenir leurs demandes au Conseil administratif. Les présent-e-s ont aussi convenu de tenir une nouvelle assemblée du personnel le 8 novembre. Objectif: prendre connaissance des éventuelles réponses du Conseil administratif et décider de la suite du mouvement. Un nouveau préavis de grève a déjà été fixé pour la journée du 11 novembre, avec le principe de reconduire le mouvement le lendemain. ■





**AÉROPORT DE GENÈVE** LE SSP FAIT DES PROPOSITIONS AU GRAND CONSEIL

## 200 MILLIONS POUR L'AÉROPORT. ET COMBIEN POUR LES PRÉCAIRES ?

Le groupe Trafic aérien du SSP a été auditionné par le Parlement genevois, auquel le Conseil d'Etat demande d'octroyer un crédit de 200 millions de francs pour aider l'Aéroport international de Genève (AIG). Notre syndicat a proposé aux élu-e-s d'assortir l'acceptation de ce prêt à des conditions. Objectif: lutter contre le développement de la précarité, les violations des règles de la concession aéroportuaire, les conflits sociaux à répétition et les scandales.

La situation à l'aéroport est en effet critique. La direction de l'établissement et les multinationales qui y sont actives ont délaissé les salarié-e-s plus précaires. Certain-e-s sont obligé-e-s de faire recours aux aides alimentaires!

Des millions de deniers publics ont été mis à disposition pour payer les salaires, grâce au système de Réduction de l'horaire de travail (RHT). Plusieurs entreprises (Swiss, Gate Gourmet, Swissport, Protectas, etc.) ont pourtant licencié du personnel, contrevenant ainsi au but des RHT. En 2020, Genève Aéroport a supprimé environ 80 postes de travail.

Un rapport détaillé de l'Observatoire genevois du marché du travail pointe la sous-enchère salariale abusive et répétée dans le secteur de l'assistance au sol.

Dans les entreprises sous-traitantes de l'AIG, le nombre des conflits sociaux dépasse tous les autres secteurs économiques, selon la Chambre des relations collectives de travail.

En parallèle, un problème de pilotage paralyse le fonctionnement de l'aéroport.

Des concessions sont octroyées sans transparence. De moins en moins d'entreprises sont signataires de conventions collectives de travail.

Pourtant, le conseil d'administration de l'AIG est censé appliquer les règles élémentaires des marchés publics pour l'octroi de concessions. Or ces règles stipulent que «le respect des conditions de travail reprises dans les conventions collectives et les contrats types de travail ou, lorsque ceux-ci font défaut, celles usuelles dans le canton de Genève et dans la profession concernée» sont indispensables pour obtenir une concession aéroportuaire.

Le respect des droits syndicaux fait gravement défaut, alors que la lutte syndicale est le seul moyen pour faire entendre la voix des salarié-e-s. Le recrutement de briseurs-euses de grève et les sanctions contre les récalcitrant-e-s sont monnaie courante.

Enfin, le SSP propose aux parlementaires d'exiger une prise en main de la direction de l'AIG par le Conseil d'Etat. Un «grounding social» est en effet en marche – avec à la clé des licenciements, des contrats à temps partiel imposés, des salaires de misère, un manque de contrôle flagrant des conditions de travail et de protection sociale.

Le syndicat demande aussi la création d'un fonds social pour venir en aide aux travailleuses et travailleurs de l'aéroport qui se trouvent dans le besoin. ■

**JAMSHID POURANPIR** . SSP . GROUPE TRAFIC AÉRIEN

**HAUTES ÉCOLES** 8600 SIGNATURES DÉPOSÉES

## STOP À LA PRÉCARITÉ DANS LES UNIVERSITÉS !

8 600 signatures ont été remises le 8 octobre à la Chancellerie fédérale, à l'appui de la pétition «Pour la création d'un nombre conséquent de postes stables pour les chercheurs-euses post-doctoraux-ales» (*Services Publics*, n° 15, 1<sup>er</sup> octobre 2021).

Lors du lancement de la campagne, il y a une année, 5000 signatures étaient espérées, a rappelé le comité à l'origine de la pétition. Ce dernier peut se féliciter du résultat obtenu et des multiples démarches entreprises: coordination renforcée entre les corps intermédiaires des hautes écoles sur le plan national, large couverture médiatique, liens avec les associations et les syndicats, contacts avec des parlementaires, etc.

Le corps intermédiaire est maltraité par le système académique, ce qui a des effets sur sa santé physique et mentale, sur la qualité de la recherche et sur l'accompagnement des étudiant-e-s, ont martelé les intervenant-e-s lors de la conférence de presse. La compétition permanente de chacun-e contre tou-te-s est nuisible à la recherche, qui a une dimension collective et collaborative. Et finalement: «Notre démocratie, au vu des crises qui la

traversent, ne peut pas faire l'impasse sur une recherche de qualité».

Notre collègue Fabio Höhener, secrétaire central SSP, a rappelé les résultats d'une enquête réalisée par notre syndicat auprès du corps intermédiaire de l'Université de Zurich. 91% des répondant-e-s ont un contrat à durée déterminée, et 73,5% accomplissent régulièrement des heures supplémentaires – dans la moitié des cas, 10 heures ou plus par semaine.

Le comité va poursuivre son activité pour que des budgets soient alloués à la stabilisation des emplois et à la création de postes fixes. Au sein des Chambres fédérales, il peut compter sur le soutien des conseillers nationaux (PS) Christian Dandres et Fabien Fivaz, auteurs de plusieurs interventions parlementaires sur le sujet. Parallèlement, pour maintenir la pression, des actions collectives de sensibilisation resteront nécessaires. Le SSP apportera son soutien à toutes les démarches qui seront entreprises. ■

Une galerie photo est disponible sur notre site: <https://ssp-vpod.ch/081021>

**PHILIPPE MARTIN** . SECRÉTAIRE CENTRAL SSP

**VAUD** CONTRE-INAUGURATION D'UN ÉTABLISSEMENT MAMMOUTH

## GYMNASE DE BURIER : LES VERTUS DE L'AUTO-ORGANISATION

Lundi 4 octobre, l'extension du Gymnase de Burier était inaugurée en grande pompe par M<sup>me</sup> Amarelle et M. Broulis, conseillère et conseiller d'Etat, respectivement responsable de la formation et des constructions. La direction du Gymnase de Burier était également conviée. En revanche, pas trace des salarié-e-s de l'établissement à cet événement officiel. Cela pourrait être d'autant plus étonnant que les salarié-e-s du gymnase ont participé plus qu'activement à la conception de cette extension et que, sans leur concours, le nouveau bâtiment aurait été dysfonctionnel dès sa mise en service. Toutefois, cette absence d'égards n'a pas étonné lesdits salarié-e-s (et les syndicats qui les représentent – SSP et SUD). Elle s'inscrit en droite ligne du manque de reconnaissance des autorités et de leur service en particulier, la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEP) pour leur travail, leur professionnalisme et leur contribution à l'élaboration de cette extension.

En effet, alors même que les salarié-e-s ont, dès le début, dénoncé ce giga-gymnase, ils n'ont pas ménagé leur peine pour que le projet se concrétise de la moins mauvaise manière possible. Car s'il est un point sur lequel tout le monde s'accorde (dans le discours en tous cas), c'est qu'un gymnase de 2000 élèves n'est pas un modèle souhaitable – le Département lui-même prônant une taille maximale de 1200 élèves. Malgré cet accord de fond, il a d'abord fallu lutter pour obtenir des informations quant à la nature des nouvelles constructions (deuxième gymnase ou simple extension), puis pour que s'ouvrent de véritables né-

gociations sur le contenu de l'extension et l'accompagnement logistique et socio-pédagogique qu'elle implique.

Ensuite, il a fallu mener de nombreuses séances, longues et pénibles, avec la DGEP et le service des constructions pour que les autorités se rendent compte du caractère impraticable du projet d'extension prévu, et qu'elles révisent leurs plans.

Après cela, alors que nous avons obtenu des garanties quant à un catalogue de mesures visant à amortir les effets négatifs de ce gymnase mammouth, la DGEP n'en a mis en œuvre qu'une partie, «omettant» notamment la mesure la plus importante: la création d'un «guichet social» visant à contrecarrer les conséquences d'un gymnase à taille inhumaine sur les élèves les plus fragiles.

Enfin, sans nouvelles de la DGEP, alors même que le SSP avait demandé des comptes quant aux mesures non-octroyées, nous apprenions la tenue de cette cérémonie officielle.

Les collègues de Burier ont alors décidé d'organiser une contre-inauguration, un peu plus tard le même jour. Cette belle cérémonie a connu un succès certain auprès des salarié-e-s. Elle a également attiré l'intérêt de la presse. Cela semble avoir eu le don de réveiller les autorités puisque, deux jours après la cérémonie, le SSP et SUD recevaient une invitation de M<sup>me</sup> Amarelle, qui souhaite rencontrer les délégué-e-s du Gymnase.

L'auto-organisation et la lutte sont toujours une bonne manière de faire avancer les choses... ■

**RAPHAËL RAMUZ** . SECRÉTAIRE SSP . RÉGION VAUD

**FRIBOURG** L'INTERVENTION SYNDICALE A PAYÉ

## AMÉLIORATION SALARIALE POUR LE PERSONNEL DE NETTOYAGE !

Le SSP – Région Fribourg a obtenu une amélioration salariale conséquente pour le personnel de nettoyage de l'administration cantonale. Pour certain-e-s employé-e-s, l'augmentation de salaire pourra dépasser 800 francs par mois. Le SSP se réjouit d'avoir pu améliorer la rémunération des employé-e-s dont les salaires sont les plus bas.

Au mois de mars 2021, le SSP est intervenu en faveur d'une employée travaillant dans un service dépendant de la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ). Engagée par contrat de durée indéterminée (CDI), après plusieurs contrats de durée déterminée (CDD), le nombre de paliers figurant sur son contrat de travail était nettement inférieur à son expérience professionnelle réelle (avec un différentiel de 850 francs par mois). Or à l'Etat de Fribourg, la pratique veut qu'à fonction équivalente, chaque année d'expérience professionnelle est valorisée par l'octroi d'un palier – jusqu'au nombre maximal de paliers prévus dans la grille salariale.

Le syndicat est intervenu pour faire corriger cette erreur. L'examen de cette situation a permis de constater que l'octroi partiel des paliers dus à cette employée

de nettoyage était la conséquence d'une «pratique de longue date» du Service des bâtiments. Lors de l'engagement du personnel de nettoyage, ce service n'évaluait pas, ni ne prenait en compte, les expériences professionnelles antérieures. Une pratique qui allait clairement à l'encontre des règles usuelles à l'Etat.

À la suite de l'intervention du SSP, le Conseil d'Etat a décidé de corriger cette inégalité de traitement. Le 24 août 2021, il a adopté un arrêté modifiant la classification salariale du personnel de nettoyage. Dorénavant, le salaire à l'embauche est fixé en tenant compte de l'expérience professionnelle antérieure, comme pour l'ensemble du personnel. Par conséquent, le Conseil d'Etat va réexaminer la classification salariale de chaque employé-e de nettoyage travaillant au sein de l'administration cantonale et des établissements autonomes.

Une «attestation sur l'honneur» leur a été envoyée pour déterminer leur expérience professionnelle réelle et corriger leur salaire, avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2021. ■

**GAËTAN ZURKINDEN** . SECRÉTAIRE SSP . RÉGION FRIBOURG

**FRIBOURG** . Les élections cantonales de novembre symboliseront la fin de deux législatures marquées par l'austérité, malgré de belles mobilisations du personnel. L'occasion de définir de nouvelles priorités pour l'action syndicale.

# Une nouvelle période s'ouvre!

**GAËTAN ZURKINDEN**  
SECRÉTAIRE SSP . RÉGION  
FRIBOURG

**L**es deux dernières législatures (2013 à 2016; 2017 à 2021) ont été marquées du sceau de l'austérité, sous la houlette du ministre des Finances (Le Centre) Georges Godel.

**AUSTÉRITÉ, AUSTÉRITÉ.** On peut citer, notamment: les mesures d'économies sur les prestations et les salaires («contribution de solidarité» de 2014 à 2016); les mesures d'économies dans l'enseignement (dès 2014); la révision de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (CPPEF), qui a entraîné une forte élévation de l'âge de la retraite et une diminution massive des rentes; la révision de la Loi sur le personnel de l'Etat (LPers), qui a facilité la procédure de résiliation des rapports de travail.

En bref, ces deux législatures ont été caractérisées par des reculs majeurs pour le service public. On peut y ajouter le démantèlement progressif, mais constant, de l'Hôpital fribourgeois (HFR) et la privatisation de la Buanderie de Marsens (BEM).

**POURTANT, LES MOYENS SONT LÀ.** Cette politique d'austérité a été appliquée malgré des finances cantonales au beau fixe. Les résultats comptables ont été bénéficiaires durant l'ensemble de cette période – pas un seul déficit, ce qui est loin d'être le cas des cantons voisins! De plus, la fortune de l'Etat de Fribourg a culminé sans discontinuer à des niveaux stratosphériques, avec plus d'un milliard de francs de fortune jusqu'à la fin de l'année 2019. Même la révision de la CPPEF (qui se traduit par l'injection de 300 millions de francs environ de la part de l'Etat-employeur) et la pandémie de Covid-19 peinent à diminuer cette montagne d'or – elle s'élevait encore, au 31 décembre dernier, à 755 millions de francs. Les moyens sont là pour développer le service public plutôt que le démanteler!

**MOBILISATIONS ET DROIT DE GRÈVE.** Une lumière à ce sombre tableau: le personnel de la fonction publique et parapublique fribourgeoise a appris à se mobiliser, et par-

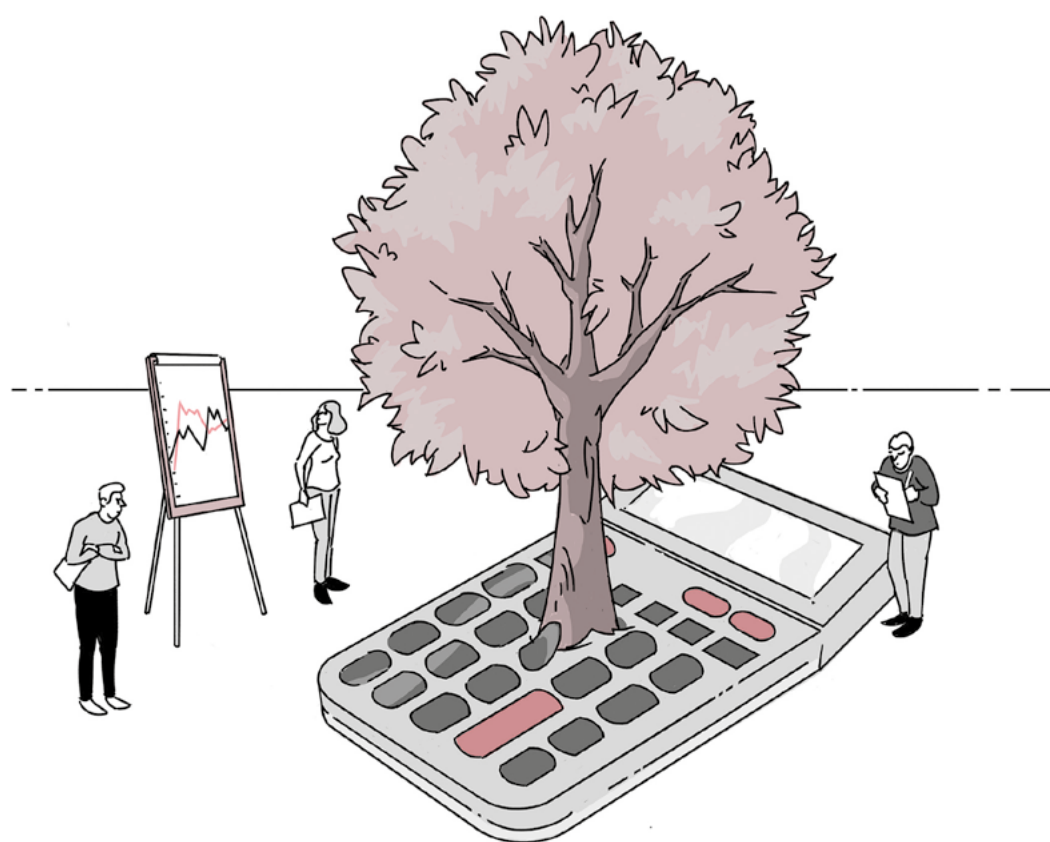
fois fortement, pour défendre ses droits. Ainsi, le 14 juin 2013, plus de 5000 fonctionnaires sont descendu-e-s dans la rue pour s'opposer aux coupes dans les salaires et les prestations. Le 20 février 2019, 4000 employé-e-s de la fonction publique ont défilé, et un débrayage d'une heure a été suivi par près de 4000 salarié-e-s le 30 avril. Enfin, le 4 mars 2020, ils et elles ont été 2000 à participer à la première journée d'actions et de grève de l'histoire de la fonction publique fribourgeoise. Ces mobilisations représentent autant de pas en avant pour la défense collective des salarié-e-s, couronnés par l'obtention du droit de grève en 2017 pour le personnel des services publics – un droit d'abord refusé au personnel soignant, puis qui lui a été reconnu suite à un recours du SSP ayant obtenu gain de cause devant le Tribunal fédéral.

**DE NOUVEAUX DÉFIS.** Une nouvelle période s'ouvre pour la fonction publique et parapublique. Cela implique d'entamer un débat pour définir les priorités que le SSP – et les salarié-e-s – souhaitent défendre au cours des prochaines années. Car les défis sont nombreux: défendre le service public hospitalier (HFR), menacé de démantèlement et de privatisation; revaloriser les professions soignantes, victimes d'une scandaleuse inégalité de traitement par rapport aux autres fonctions de niveau bachelier; diminuer les effectifs dans les classes, qui figurent parmi les plus élevés de Suisse; diminuer la durée hebdomadaire du travail (actuellement fixée à 42 heures par semaine); prendre des mesures pour protéger, réellement, le climat; ou encore, défendre un salaire minimal cantonal qui ne soit pas au rabais. Quelques idées parmi d'autres!

**CONSULTATION LANÇÉE.** Un projet syndical se construit de manière collective. Pour définir nos priorités à venir, le SSP a donc lancé un processus de consultation sur les axes de l'intervention syndicale au cours de la législature qui s'ouvrira le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Le comité du SSP – Région Fribourg a déjà défini un certain nombre de priorités immédiates (consultables sur notre site internet: [www.ssp-fribourg.ch](http://www.ssp-fribourg.ch)). Pour discuter des axes d'intervention du SSP à plus long terme pour la législature qui s'ouvrira le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le syndicat appelle ses membres à lui transmettre leurs propositions. Des rencontres seront organisées sur les lieux de travail pour entendre les préoccupations du personnel, discuter des améliorations nécessaires et des moyens à utiliser pour les défendre. ■

## Le trait de Frédéric

### Appel de professionnel-le-s de l'éducation: POUR UNE REFONTE DE L'ENSEIGNEMENT ÉCONOMIQUE



## Agenda militant

### L'ART POUR LES DROITS HUMAINS LAUSANNE

Conférence des militantes chiliennes du collectif LASTESIS  
Vendredi 15 octobre 10 h 15, Université de Lausanne.  
Dès 18 h: concerts et DJ, La Galicienne  
Samedi 16 octobre, 11 h:  
«Art, féminisme, activisme»  
Performance dans la rue  
Dès 18 h Workshop avec LASTESIS  
Maison de quartier Sous-Gare  
Dès 21 h Concerts, DJ

### MOBILISATIONS POUR LE CLIMAT VENDREDI 22 OCTOBRE GENÈVE

Manifestation  
Rendez-vous: 16 h, place Lise-Girardin  
NEUCHÂTEL  
Rencontre et discussion autour du militantisme: 18 h 30, L'AMAR (Coquemène 1). Suivi d'un repas à prix libre, puis de discussions autour de la journée du Black Friday (26 novembre)  
BIENNE  
Manifestation, 17 h 30, Zentralplatz  
BERNE  
Manifestation, 13 h, Bundesplatz  
Plus d'infos: [www.climatestrike.ch/](http://www.climatestrike.ch/) events

### SANTÉ PUBLIQUE EN LUTTE BERNE

Manifestation nationale du personnel de santé  
Samedi 30 octobre, 14 h

### FORMATION SUR LE TRAVAIL GRATUIT GENÈVE

Avec Morgane Kuehni et Maud Simonet, autrices de *Travail gratuit et grèves féministes*  
Vendredi 19 novembre, de 9 h à 16 h 30  
Université ouvrière de Genève  
Plus d'infos en page 8

### GRÈVE DANS LA VILLE GENÈVE

Grève reconductible des employé-e-s de la Ville  
Jeudi 11, vendredi 12 novembre  
Toute la journée

## Impressum

JOURNAL DESTINÉ AUX MEMBRES DU SSP  
PARAIT TOUS LES 2 VENDREDIS DU MOIS

### ÉDITEUR RESPONSABLE

SSP-VPOD  
Stefan Giger  
Secrétaire général  
Case postale 8279  
8036 Zurich  
[www.ssp-vpod.ch](http://www.ssp-vpod.ch)

### RÉDACTEUR RESPONSABLE

Guy Zurkinden  
Case postale 1360  
1001 Lausanne  
Tél. 021 340 00 00  
Fax 021 340 00 09  
E-mail: [journal@ssp-vpod.ch](mailto:journal@ssp-vpod.ch)

### IMPRESSION

Atar Roto Presse SA, Genève





Sonia Pignat est infirmière spécialisée aux soins intensifs (SI) des hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Elle évoque un quotidien sur le fil, au cours duquel des équipes aux effectifs insuffisants, épuisées, affrontent la pandémie. Et une déception qui grandit, parfois jusqu'à se transformer en dégoût.

# « Le métier qu'on fait, on le paie trop cher »

GUY ZURKINDEN  
INTERVIEW  
ERIC ROSET  
VALDEMAR  
VERISSIMO . PHOTOS

Dans quelles conditions travaillez-vous aujourd'hui?  
Sonia Pignat – La situation s'améliore depuis quelques semaines, car nous avons moins d'entrées de patient-e-s Covid. Mais elle reste tendue. Des malades arrivés-e-s au cours de la vague d'août sont encore aux soins intensifs. Contrairement aux épisodes précédents, les activités chirurgicales n'ont pas été interrompues, et l'activité sociale ne s'est pas ralentie. En parallèle, les HUG mettent les bouchées doubles pour combler le retard pris l'an dernier en matière de greffes. Il y a un cumul de charges, qui pèsent sur les épaules d'un personnel déjà fatigué.

Les cas Covid viennent donc s'ajouter à une activité hospitalière normale?  
Exactement. Aux soins intensifs (SI), les cas Covid s'ajoutent aux accidents graves, aux chirurgies d'urgence, etc.

En août, les HUG ont tout de même annulé et ré-agendé les petites opérations ambulatoires. Mais en général, les patient-e-s qui subissent de telles opérations n'ont pas besoin d'être pris-e-s en charge aux soins intensifs (SI): nous nous occupons plutôt des patient-e-s ayant subi des chirurgies lourdes, qui ne peuvent pas être repous-sées. L'objectif de cette mesure était plutôt de décharger les équipes d'anesthésie des salles de réveil, pour qu'elles puissent nous donner un coup de pouce.

Que représente la prise en charge des patient-e-s Covid aux soins intensifs?  
Pour les soignant-e-s, elle implique un engagement maximal. Les patient-e-s sous respirateur doivent être changés-e-s de position toutes les deux heures. Et il s'agit d'adultes qui peuvent peser 80 kilos, ou plus! Cela nécessite l'intervention de quatre soignant-e-s. Selon le

type d'équipement, il faut même être six. Pour les cas Covid les plus graves, nous appliquons une technique de dernier recours: l'oxygénation extra-corporelle (ECMO). Le patient est sous respirateur, mais son poumon est tellement abîmé qu'on doit faire sortir le sang de son corps, l'oxygéner sur une membrane extérieure puis le réinjecter dans l'organisme – comme pour une grosse chirurgie cardiaque. L'ECMO implique des équipements très lourds, avec de gros tubes, les canules, reliés aux artères ou aux veines. Il y a un risque élevé d'hémorragie. Avec une telle technique, on est toujours à la limite. On n'a pas de marge de manœuvre pour faire face à un éventuel problème supplémentaire.

C'est une grosse pression?  
Oui, à la fois physique et psychologique. En moyenne suisse, depuis le début de la pandémie, près de 30% des patient-e-s

Covid arrivés-e-s aux soins intensifs décèdent. Pour les personnes qui subissent une ECMO, il y a près de 50% de décès. Nous sommes constamment exposés-e-s à la souffrance, à la mort, et devons en parallèle accompagner les familles qui perdent un-e proche. Cela fait beaucoup.

Comment s'est passée la vague d'août?  
Au cours des vagues précédentes, nous avions dû transférer des patient-e-s HUG vers les hôpitaux de Suisse alémanique, faute de place. Cette fois, c'était le contraire: les HUG ont accueilli des malades d'outre-Sarine, car les hôpitaux étaient pleins à Zurich et à St-Gall, et les soins intensifs étaient débordés dans toute la Suisse alémanique. En août, nous avons dû ouvrir des lits supplémentaires. Malgré tout, nous avions 38 patient-e-s sur 40 places disponibles aux soins intensifs. Or en salle de réanimation, on ne peut jamais avoir 100% d'occupation: deux lits doivent rester disponibles, en cas d'urgence grave. Durant deux semaines, nous avons donc fonctionné à la limite de nos capacités.

Cette vague était-elle différente des précédentes?  
Auparavant, sur 100 patients hospitalisés, 5 se retrouvaient aux soins intensifs. Mais entre fin juillet et début août, nous nous sommes retrouvés-e-s avec 30% des patient-e-s Covid aux SI. Cela change totalement la donne.

Comment expliquer cette augmentation?  
Il y a d'abord l'âge des patient-e-s. Le variant Delta s'attaque à des personnes plus jeunes, souvent en bonne santé. Or pour un patient-e âgé-e de 85 ans, on ne va pas faire recours à une ECMO. En revanche, c'est possible pour un jeune de 35 ans, car son potentiel de récupération est plus élevé. Ces prises en charge très lourdes sont donc plus fréquentes. Nos pratiques ont aussi évolué. Avant, nous avions recours à des oxygénateurs externes en dernier recours, après trois semaines d'intubation, ce qui limitait leur efficacité. Avec l'expérience, nous avons commencé à utiliser ces équipements plus tôt.

Il faut ajouter que les patient-e-s atteints-e-s du virus Delta restent plus longtemps intubés-e-s: au bas mot, trois semaines sous respirateur. Certain-e-s restent dans un état critique après 40 jours d'hospitalisation!

Y a-t-il suffisamment de personnel pour faire face à ces pics?  
Non. Durant un peu plus de deux semaines, nous avons reçu des renforts de l'anesthésie. Ils nous ont aidés-e-s pour les cas plutôt «simples». Nous avons aussi eu le soutien de collègues de l'unité Covid, à qui la direction des HUG a demandé un effort de mobilité – une fois de plus. Nous avons pu leur déléguer la préparation des médicaments et les pansements. Elles nous ont aussi aidés-e-s pour le déplacement et les soins. Ces renforts nous ont permis de nous focaliser sur les patient-e-s les plus malades et le suivi des équipements.

Comment se déroulent ces déplacements de personnel?  
Aux HUG, le taux d'absence de longue durée est de 12% en moyenne. Il y a aussi une recrudescence des absences de court terme – quand un-e collègue a travaillé trois jours à des rythmes impossibles, et n'y arrive plus le lendemain. Dans ces cas-là, l'absentéisme peut atteindre un niveau beaucoup plus élevé sur la journée.

Quelle reconnaissance estimez-vous nécessaire?  
Au niveau financier, nos professions sont mal reconnues. Nous suivons une formation dans une haute école. Mais à Genève, nous continuons à gagner, en moyenne, 25 000 francs de moins par an qu'un professeur de gymnastique. Pourtant, notre métier est exposé: nous manipulons des produits dangereux, nous sommes confrontés-e-s à la souffrance et à la mort, nous travaillons le week-end, la nuit et les jours fériés. On dit que l'argent ne fait pas tout. Mais quand on touche un salaire plus élevé, cela permet de baisser son pourcentage pour mieux récupérer – plutôt que s'épuiser au travail!

Quel est le moral des troupes, après une année et demie de pandémie?  
Il y a un énorme ras-le-bol. Et beaucoup de déception.

Après la première vague, nous avions pensé qu'une prise de conscience collective était en cours et qu'elle pourrait déboucher sur une revalorisation de nos métiers. Nous avons vite déchanté. Au cours des vagues suivantes, on nous a dit que nous devrions être contentes d'avoir un emploi, alors que d'autres perdaient leur job. Face à nos demandes de reconnaissance, tout le monde se refille la patate chaude: le Conseil d'Etat lance la balle aux hôpitaux, ceux-ci invoquent les déficits, les assurances refusent d'entamer leurs énormes réserves. Pourtant, on a tout demandé au personnel: une mobilité accrue, un rythme de travail effréné, un investissement total... Nous avons pris en charge deux, voire trois patient-e-s lourds-e-s en même temps, au lieu d'un-e. Et aujourd'hui, nous continuons à œuvrer à un rythme très soutenu, car il y a pénurie de professionnel-le-s et une partie du personnel est à l'arrêt!

Comment réagissent les collègues face à l'absence de reconnaissance?  
Des collègues quittent les soins, alors que leur formation est récente. Ils et elles fuient la surcharge, les horaires impossibles. Quand on se lance dans les soins, on sait qu'on n'aura pas tous ses week-ends de libres. Mais quand on n'a pas non plus ses vacances, ses Noël, ses Nouvel-An – et tout cela, sans aucune reconnaissance –, cela fait beaucoup de frustrations. Il y a aussi ces collègues qui ont travaillé avec des contrats de durée déterminée (CDD) ou temporaires. Ils et elles ont été baladés-e-s d'un étage à l'autre, on leur a fait miroiter un poste fixe avant de les renvoyer à la fin de leur contrat – puis de leur demander de revenir lors de la qua-

## Deux semaines avant mon burn-out, j'avais commencé à consulter les offres d'emploi dans les pompes funèbres

trième vague. Beaucoup de ces collègues ont préféré s'engager dans une clinique privée. Les salaires sont plus bas, mais au moins ils et elles ont un contrat fixe. Autre phénomène inquiétant: le burn-out et ses conséquences. Après un épuisement professionnel, je vois des collègues qui essaient de reprendre le boulot avec des horaires aménagés, mais n'y arrivent plus. Pour la plupart, il est hors de question de revenir aux soins intensifs. Certain-e-s doutent même de pouvoir retravailler un jour avec des patient-e-s! Il y a beaucoup de casse psychologique et physique. Le pire, c'est lorsqu'une sorte de dégoût de la profession s'installe. On paie beaucoup trop cher le métier qu'on fait.

Avez-vous vécu personnellement cette casse?  
Oui. Au niveau physique, j'ai eu des problèmes de dos durant des mois, en raison

de la lourdeur des prises en charge Covid. L'ajout de lits dans notre unité a aussi rendu les déplacements plus difficiles, avec plus de risques de se taper. Au niveau psychologique, j'ai commencé à subir des crises d'angoisse au début de la seconde vague. D'abord à la maison, puis au moment d'aller au travail. Puis, après une nuit à gérer plusieurs patient-e-s en situation critique, je suis ressortie du boulot pleine d'angoisses. Heureusement, mon médecin m'a interdit de retourner travailler. C'était le dernier moment. Deux semaines plus tôt, j'avais commencé à consulter les offres d'emploi dans les pompes funèbres – pour travailler sans ce stress, sans la menace de voir le patient mourir si je ne suis pas assez rapide. Après trois mois d'arrêt, j'ai pu reprendre le travail. Mais pendant un moment, je n'étais pas sûre d'avoir la force de retourner aux soins intensifs!

Le personnel arrive-t-il à s'organiser collectivement?  
Quand on n'a plus d'énergie pour travailler, souvent il en reste encore moins pour se mobiliser. Dans les hôpitaux règne aussi la peur de la hiérarchie. De nombreuses-euses salariées-e-s craignent un retour de bâton en cas de participation à une action syndicale. Conséquence: les collègues se plaignent de leurs conditions, à juste titre, mais éprouvent des difficultés à se mobiliser. À cela s'ajoute la déception de voir que rien ne change, même après une pandémie. La mobilisation syndicale est difficile, mais le ras-le-bol est réel. Je pense donc que pas mal de collègues participeront à la manifestation nationale, le 30 octobre prochain à Berne. ■



JURA RAPPORT SUR LA PRIME COVID

## LE GOUVERNEMENT REFUSE LA PRIME AUX SOIGNANTS !

En référence au *Canard Enchaîné*, le «mur du çon» a été franchi par le gouvernement jurassien. Selon un rapport de l'exécutif, il serait «inadéquat» de donner une prime aux soignant-e-s... Le personnel de santé appréciera. Mais qu'ils se consolent: «ces professionnels méritent (leur) reconnaissance» – et ça, ça n'a pas de prix.

Les arguments officiels sont implacables: aucune harmonisation de ces primes au niveau romand, difficulté à déterminer qui y aurait droit, et dans quelles institutions... L'argument massue? Le souci d'équité. Le rapport pose d'ailleurs la question: «Pourquoi seul le personnel de la santé mériterait une telle prime?»

Revoilà «l'égalité du sacrifice», chère à notre gouvernement: afin que personne ne soit lésé, personne n'aura rien.

Au vu de la pénibilité du travail et de la pénurie de personnel, on est en droit de penser que d'autres professions ne se seraient pas insurgées si une prime avait été octroyée au personnel de santé. C'est un principe de solidarité, qui consiste à accepter que l'on donne une compensation à celles et ceux qui ont été le plus impactés.

Le rapport aurait pu être plus succinct: «Les finances cantonales ne nous permettent pas d'entrer en matière, veuillez régler cette problématique avec vos employeurs».

Quand, à l'issue d'une période Covid extrêmement éprouvante pour le personnel de santé, le politique affirme que «l'argent n'est pas la seule preuve de gratitude possible», on est en droit de se demander ce qui est inadéquat!

Nous appelons donc le personnel de santé et celles et ceux qui les soutiennent à manifester à Berne le 30 octobre pour défendre leurs conditions de travail. Et, en parallèle, à voter oui à l'initiative pour des soins infirmiers forts le 28 novembre.

Car visiblement, nos élites n'ont pas encore pris conscience qu'il est urgent de reconnaître le travail du personnel hospitalier. Nous sommes toutes et tous concernés: chacun-e peut, demain, devenir un-e patient-e.

JOANA CHENA-BASANTA . SECRÉTAIRE SSP . RÉGION JURA

## MANIFESTATION À BERNE 30 OCTOBRE 2021



# EN LUTTE

ssp vpod

## GRÈVE INTERNATIONALE POUR LE CLIMAT

VENDREDI 22 OCTOBRE 2021 – GENÈVE

## MANIFESTATION

RDV 16H PL. LISE GIRARDIN – 22 CANTONS

JUSQU'À LA PLACE DES NATIONS ONU 17H30-20H

## SSP . Région Genève . Groupe Social

Le groupe social du SSP – Région Genève a le plaisir de vous inviter à une

## Formation sur le travail gratuit

Vendredi 19 novembre

à l'Université ouvrière de Genève, de 9 h à 16 h 30.

Elle sera animée par Morgane Kuehni et Maud Simonet, autrices de *Travail gratuit et grèves féministes*

Morgane Kuehni est Professeure à la HETSL, ses recherches se concentrent sur le travail social et les questions de genre.

Maud Simonet est sociologue et chercheuse au CNRS, ses recherches concernent le travail bénévole et le workfare.

Le matin, les intervenantes nous parleront du travail domestique et bénévole. Elles aborderont différents sujets – les politiques d'activation, le marché complémentaire de l'emploi et le workfare.

L'après-midi se déroulera sous forme d'échanges et de discussions.

■ Vous pouvez vous inscrire via ce lien: <https://framaforms.org/formation-travail-gratuit-des-femmes-1619531770>

■ Jusqu'à 50 participant-e-s, le pass sanitaire n'est pas obligatoire.

■ Il est vivement recommandé de vous inscrire afin que nous puissions nous organiser au mieux!

■ Pour une demande de congé syndical, vous pouvez contacter Quentin Stauffer: [q.stauffer@sspge.ch](mailto:q.stauffer@sspge.ch).

### Automne parmi Merlot et châtaignes

Offre par personne en chambre double

Standard à CHF 360.-

Superior à CHF 390.-

Le prix comprend:

- 3 nuits en chambre double
- 3 buffets de petit déjeuner
- 2 repas du soir avec menu à 3 plats
- 1 menu Gourmet à 4 plats
- 1 bouteille de vin Merlot (par chambre)
- Wi-Fi gratuit
- Parking

-20%  
RABAIS  
SSP

Offre valable jusqu'à la fin de la saison

Hotel Ristorante iGrappoli • 6997 Sessa Tel. 091 608 11 87 • [www.grappoli.ch](http://www.grappoli.ch) • [info@grappoli.ch](mailto:info@grappoli.ch) • [f](#)





# La Santé... ce n'est pas la santé!

Une enquête de l'Office fédéral de la statistique (OFS) pointe les conditions de travail délétères auxquelles sont soumis-e-s les salarié-e-s œuvrant dans la santé et le social. Éclairage<sup>1</sup>.

BENOÎT BLANC . MEMBRE SSP  
ERIC ROSET . PHOTO

L'Office fédéral de la statistique (OFS) vient de publier une étude<sup>2</sup> qui livre quelques données pouvant être utiles pour une action syndicale. Elles sont basées sur un module de l'Enquête suisse sur la santé (ESPA), relevé en 2020, portant sur les accidents de travail, ainsi que sur les risques pour la santé au travail et sur les problèmes de santé liés au travail.

**TRAVAILLER PEUT NUIRE À LA SANTÉ.** Le constat principal: en 2020, 12% de la population âgée de 15 à 74 ans et ayant exercé au moins une fois au cours de la vie une activité professionnelle, déclarent souffrir de problèmes de santé causés ou renforcés par leur travail. Cette proportion n'a pas changé par rapport à 2013. Parmi les secteurs où l'exposition des travailleuses et travailleurs à des problèmes de santé – physique ou mentale – est la plus élevée, on trouve la branche «Santé humaine et action sociale».

**AU CŒUR DES DEMANDES SOCIALES.** Environ une femme sur quatre active professionnellement travaille dans la branche Santé humaine et action sociale. Cette

branche regroupe, premièrement, le domaine de la santé humaine (hôpitaux, soins à domicile, cabinets médicaux, etc.); deuxièmement, l'hébergement médico-social (EMS pour personnes âgées) et social (comme les établissements pour personnes handicapées); troisièmement, l'action sociale sans hébergement, en particulier toutes les activités relevant de la prise en charge de la petite enfance. Cette branche recoupe pour une large part le domaine du care «formel»; elle est en croissance régulière depuis de nombreuses années. Elle est directement à l'articulation de demandes sociales (À quels soins, de quelle qualité avons-nous droit? Quelle est la qualité de vie de nos aîné-e-s? Que fait la société pour permettre à des personnes handicapées et à leur famille de vivre le mieux possible? Les meilleures conditions de développement sont-elles garanties lors de la petite enfance, période cruciale pour chaque individu?) et des attentes des femmes et des hommes qui y travaillent (Est-ce que je peux faire un bon travail? Reconnu? Sans y laisser ma santé?), la réponse positive aux premières questions dépendant dans une large mesure des réponses positives aux secondes.

**SALARIÉES SUREXPOSÉES.** De ce point de vue, les résultats du module de l'ESPA sont décourageants: la branche Santé humaine et action sociale est, de toutes les branches, celle dont les salariées sont les plus exposées à la fois à des risques pour leur santé physique et pour leur santé mentale. Parmi les risques physiques, elles doivent souvent porter des objets ou des personnes lourdes (38%) ou prendre des positions douloureuses ou fatigantes (34%). Un constat sans surprise pour celles et ceux qui connaissent ces professions. Cela n'enlève rien au fait que ce sont des sollicitations particulièrement pénibles, source majeure d'usure et d'atteinte à la santé. Du côté des risques pour la santé mentale, les contacts avec ces patient-e-s difficiles (54%), la charge émotionnelle élevée (39%), mais aussi les violences (17%) et le harcèlement moral (11%) sont sensiblement plus fréquents dans cette branche qu'en moyenne (et la moyenne n'est pas synonyme d'idéal...).

**UN TRAVAIL QUI ÉPUISE.** Le constat n'a rien de nouveau: les données de l'enquête suisse sur la santé (ESS) mettaient déjà en évidence cette situation en 2012 et

en 2017; surtout, depuis des années, les syndicats et les associations professionnelles dénoncent cette situation et le manque complet de reconnaissance du travail réalisé. Taux d'absentéisme hallucinant dans les hôpitaux, soignant-e-s qui abandonnent en masse leur profession (en 2018, les taux de professionnel-le-s soignant-e-s ayant quitté leur profession tournaient autour de 40%, selon une étude de l'Observatoire suisse de la santé), qualité des prestations de prise en charge qui ne sont pas ce qu'elles devraient et pourraient être... Depuis le début de la pandémie de Covid-19, les effets de cette situation sont mentionnés chaque semaine dans la presse. Mais ils ne sont presque jamais reliés à leur cause directe: des conditions de travail déplorables qui épuisent, physiquement et moralement.

**LA PRESSION DES FINANCES.** Ces conditions de travail déplorables renvoient elles-mêmes à leur cause indirecte: un système de santé, et plus largement des services sociaux qui sont défigurés par la contrainte financière exercée sur eux. ■

<sup>1</sup> Ce texte a été extrait d'un article dont l'intégralité a été publiée sur le site [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org), le 11 octobre. La suite de cet article sera publiée dans notre prochaine édition, le 5 novembre.

<sup>2</sup> OFS (2021): Enquête suisse sur la santé (ESPA): accidents et autres problèmes de santé liés au travail; <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/sante/determinants/conditions-travail.assetdetail.19204489.html>



Des professionnel-le-s de l'éducation veulent refonder un enseignement économique dépassé. Questions à Julia Steinberger, chercheuse en économie écologique et membre du SSP.

# Repenser l'économie à l'école

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR  
ERIC ROSET . PHOTO



Simpliste, daté et imprégné d'idéologie néolibérale. Pour un collectif de chercheurs-euses et d'enseignant-e-s, l'enseignement de l'économie dans les écoles de maturité ne prépare pas les étudiant-e-s helvétiques aux défis de notre époque. Avec le soutien d'une trentaine d'ONG, ils et elles formulent une série de propositions concrètes pour y remédier. Avec l'espoir que celles-ci soient intégrées dans la refonte en cours du plan d'études cadre pour les écoles de maturité.

Julia Steinberger, chercheuse et professeure à l'Université de Lausanne, a co-lancé cet appel. Elle répond à nos questions.

## Pourquoi demander la refonte des programmes d'économie?

Julia Steinberger – Nous sommes parti-e-s d'un constat. À chaque fois que des causes progressistes sont soumises en votation – pensons aux scrutins récents sur les multinationales responsables, sur l'accord de libre-échange avec l'Indonésie ou sur la loi CO<sub>2</sub> –, elles se heurtent à un obstacle: quand les milieux bourgeois affirment que ces objets sont «mauvais pour l'économie», cet argument passe avant toutes les autres considérations démocratiques – les droits humains, la survie de la planète, la lutte contre les inégalités, etc. Une des raisons de ce phénomène réside dans la pauvreté de l'éducation économique au niveau post-obligatoire (gymnases, écoles professionnelles, universités et hautes écoles). Pourtant, la compréhension du système économique revêt une importance fondamentale pour notre démocratie: les principaux défis qui se posent à l'échelle mondiale – réchauffement climatique, multiplication des crises économiques, progression des inégalités, etc. – sont liés à son fonctionnement.

Profitant de la refonte de la maturité en cours, nous avons donc formulé des propositions visant à adapter le plan d'études dans les branches «économie et

droit». Elles sont le fruit d'un processus d'élaboration collective entre des chercheurs-euses, des enseignant-e-s et des membres d'ONG.

## Que reprochez-vous au plan d'études actuel?

Cet enseignement ultra-simplifié présente les mécanismes de «l'économie de marché» comme des lois de la nature, inévitables. Il limite les critères de la décision économique à une poignée de considérations comme la maximisation des profits ou la «loi de l'offre et de la demande». Une série d'aspects clés – liés à l'écologie, aux inégalités, à la finitude des ressources, etc. – sont simplement ignorés. Le plan actuel se limite ainsi à présenter aux élèves les préceptes abstraits de l'économie néoclassique. Or ce courant, qui domine aujourd'hui la pensée économique, sert de caution idéologique aux politiques néolibérales qui sont justement responsables des désastres actuels – tant sur le plan écologique que social.

## Que faudrait-il faire pour changer cet enseignement?

L'enjeu est d'ouvrir l'imaginaire des étudiant-e-s en leur transmettant l'idée que l'économie est une création sociale, et pas le fruit des lois de la nature. Dans cette perspective, il est important d'enseigner la pensée économique dans toute sa diversité: aborder en classe l'approche post-keynésienne, l'approche marxiste, l'économie féministe, l'économie écologique, etc. Cette compréhension du pluralisme permettra aux étudiant-e-s d'intégrer ensuite l'économie dans leurs différents domaines d'activités.

## La théorie économique néoclassique domine depuis des décennies...

Dans le domaine du climat, ma spécialité, je vois aujourd'hui des économistes mainstream qui font leur mea-culpa et regrettent les «mauvais conseils» donnés

aux décideurs en raison de modèles théoriques trop limités. Cette autocritique ne va cependant pas très loin: ces économistes refusent de reconnaître l'étendue de l'échec de la théorie néoclassique, incapable d'expliquer les crises multiples que nous vivons aujourd'hui.

Parmi les étudiant-e-s, nous assistons cependant à un regain d'intérêt marqué pour les courants hétérodoxes, y compris l'approche marxienne – car celle-ci analyse justement le capitalisme comme une succession de crises, dont elle permet de saisir les causes.

## Quel a été l'écho de votre pétition?

Concrètement, nous avons lancé deux appels à une refonte de l'enseignement économique. L'un était adressé aux universités et hautes écoles; l'autre aux enseignants du secondaire II.

Lancés en un temps très court, ils ont rencontré un grand succès. Ils ont aussi permis de lancer un débat intéressant dans plusieurs lieux d'enseignement, notamment sur la nécessité de lier les différentes branches. Objectif: répondre aux clivages constatés dans certains établissements – avec, par exemple, certains professeurs d'économie professant des thèses niant le réchauffement climatique.

## Avez-vous pensé à lui donner une suite?

Il pourrait être intéressant de se pencher sur les supports pédagogiques utilisés dans les écoles. Pour prendre un exemple: il est assez particulier que ce soit la Banque nationale suisse (BNS) qui crée des supports pour l'enseignement de l'économie, fortement imprégnés d'idéologie néolibérale. Il faudrait réfléchir à un nouveau matériel pédagogique sur la question. ■

## Contexte

## VERS UN NOUVEAU PLAN D'ÉTUDES

Dans les écoles de maturité gymnasiale, les matières enseignées sont basées principalement sur le plan d'études cadre édicté par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Le plan d'études cadre actuel date de 1994.

Dans le cadre de la révision en cours de la maturité gymnasiale, une nouvelle version de ce plan d'études cadre a été mise en consultation dans les milieux concernés. La consultation courait jusqu'au 30 septembre.

C'est dans ce contexte qu'un collectif d'enseignant-e-s et de chercheurs-euses ont lancé leur appel à une refonte de l'enseignement de l'économie<sup>1</sup>. Ils et elles ont reçu le soutien de la Coalition Éducation<sup>2</sup>. Cette coalition regroupe une trentaine d'ONG actives dans les domaines du développement, de la jeunesse, de la santé, des droits de l'homme et de l'environnement. Avec pour objectif de «soutenir et encourager l'éducation pour un développement durable».

Parmi les propositions concrètes d'amendements pour la discipline «Économie et droit» du plan d'études, on trouve notamment: l'enseignement des différents courants de la pensée économique, l'intégration de problématiques transversales comme l'environnement et le féminisme, la réflexion et l'analyse du mode de production capitaliste, une réflexion critique sur les notions de marché, sur l'origine des inégalités et les raisons de leur persistance, sur les mécanismes de la dette publique et privée. ■

<sup>1</sup> On peut consulter cet appel ici: <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSc7q2EBZePHvFs5K-Mk9nH-LAOaTTpJKOd4ovcqeZrHd4A63qg/viewform>

<sup>2</sup> [www.bildungs-koalition.ch](http://www.bildungs-koalition.ch)



## Direct du Droit Par Christian Dandrès

# LE TAF VALIDE LE DUMPING DANS LA SANTÉ!

Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a statué sur le recours de Genolier. L'arrêt, datant du 17 septembre dernier, traite deux questions de grande portée sur les conditions de travail et la liberté syndicale. Il doit se lire en gardant en mémoire la grève à l'Hôpital de la Providence (2012-2013): l'employeur avait dénoncé unilatéralement la CCT Santé 21, couvrant les hôpitaux tant publics que privés, puis licencié l'intégralité des grévistes mobilisé-e-s en faveur du maintien de la convention et des postes de travail, et contre l'externalisation de services.

Nonobstant cela, Genolier voulait être inscrite sur la liste hospitalière et facturer ses prestations au canton et à l'assurance obligatoire de soins. Le Conseil d'Etat a posé, sous l'angle des conditions de travail, une exigence: le respect à moyen terme des conditions de travail de la CCT Santé 21. Genolier a recouru. Voici un bref compte-rendu critique de l'arrêt, focalisé sur le refus de contraindre la clinique à respecter la CCT.

Le TAF admet que les conditions de travail ont un effet sur la qualité des soins et la sécurité des patient-e-s, ainsi qu'un impact positif sur les coûts en évitant les réhospitalisations. De même, elles évitent les rémunérations excessives fondées sur le nombre d'interventions. Le TAF aurait pu faire un pas de plus et noter qu'une clinique appartenant à un groupe visant à maximiser son profit ne va pas chercher à limiter les coûts de la santé et réduire sa facturation.

Si le TAF admet le principe, c'est pour mieux en supprimer la portée concrète. Il considère que toutes les règles de la CCT ne sont pas nécessaires pour la qualité et l'économicité. Il faudrait donc définir les conditions adéquates. Selon le TAF, cette appréciation ne doit pas être faite par les soignant-e-s, mais par le Conseil d'Etat – malgré le conflit d'intérêts évident, puisque le Conseil d'Etat subventionne, voire emploie une partie des soignant-e-s. Le TAF tient pour peu de chose la liberté syndicale et le fait que les salarié-e-s sont les mieux à même de déterminer les points essentiels de leurs conditions de travail – qui ont l'impact le plus fort sur leur capacité à assurer la qualité des soins.

Le TAF considère même qu'imposer le respect de la CCT reviendrait à contourner la loi censée lutter contre la sous-enchère, qui permet d'étendre une CCT à des salarié-e-s victimes de dumping (LECCT). Selon le tribunal, les conditions de l'extension (sous-enchère abusive et répétée) feraient qu'on devrait tolérer de mauvaises conditions de travail de manière répétée avant d'y mettre fin, au risque de compromettre la qualité des soins! Il est en effet connu que le départ de soignant-e-s qualifié-e-s à la suite de mauvaises conditions de travail augmente la mortalité des patient-e-s<sup>1</sup>.

L'argumentaire du TAF est tortueux et plein de paradoxes. Sa décision, au contraire, a des conséquences limpides: Genolier n'a pas à respecter la CCT Santé 21 et peut profiter des failles du système de santé suisse.

Un modèle d'affaires reposant sur le dumping et la concurrence déloyale est validé si ce n'est en droit, pleinement dans les faits. Un jugement façonne les conditions de travail de milliers de salarié-e-s, soutient le démantèlement du service public hospitalier et fait payer aux assuré-e-s, aux contribuables et aux salarié-e-s les profits des cliniques privées et des assurances complémentaires. Ceci est d'autant moins démocratique que cet arrêt est rendu en application de principes très flous (notions juridiques indéterminées) comme la qualité et l'économicité, hors de tout contrôle démocratique et sans recours possible.

Aucun débat parlementaire n'a eu lieu sur la nécessité de conditionner le subventionnement d'une clinique privée au respect d'une CCT de secteur dans un canton frontalier, où le risque de dumping quant aux conditions de travail est très fort. ■

<sup>1</sup> *Le Temps*, 22 mars 2006: *Les réductions de coûts renchérissent les soins*.

Près de 70 000 signatures ont été déposées contre la suppression de l'impôt sur le droit de timbre. Votation probable en février.

# Pas de nouveau cadeau fiscal!

## SERVICES PUBLICS

Le 5 octobre, près de 70 000 signatures contre la suppression du droit de timbre ont été déposées à la Chancellerie fédérale. Le référendum avait été lancé par l'Union syndicale suisse (USS), le parti socialiste (PS) et les Vert-e-s.

**LE DROIT DE TIMBRE, KÉSAKO?** Le droit de timbre est un impôt qui frappe certaines opérations financières, comme l'émission et la négociation de titres. Il consiste en trois types de prélèvement: le droit d'émission sur le capital propre; le droit de négociation, qui frappe l'achat et la vente de titres suisses et étrangers; et le droit de timbre sur les primes d'assurance. Ensemble, ces trois taxes ont rapporté environ 2,2 milliards à la Confédération en 2020. Depuis des années, la place financière, le secteur bancaire et le parti libéral-radical (PLR) réclament l'abolition du droit de timbre, dans son intégralité. En juin, la majorité de droite du Parlement a choisi d'en supprimer le premier volet, le droit d'émission sur le capital propre. Selon le Conseil fédéral, la mesure profitera aux multinationales, aux assureurs et aux sociétés de holding<sup>1</sup>. Elle coûtera 250 millions de francs par an aux caisses publiques. Dans un deuxième temps, le Parlement a annoncé qu'il renonçait à éliminer les deux autres tranches du droit de timbre. L'explication de cette décision est venue du conseiller national et avocat (PLR) Christian Lüscher: «Comme une grande partie de la modification du droit de timbre a été incluse dans la révision de la loi sur l'impôt anticipé, nous estimons que nous avons atteint les objectifs que nous voulions atteindre en 2009»<sup>2</sup>.

**L'IMPÔT ANTICIPÉ DANS LE VISEUR.** Fin septembre, le Conseil national a en effet accepté la réforme de l'impôt anticipé – un impôt de 35% perçu à la source par la Confédération, puis remboursé après la déclaration de ces montants au fisc, sur divers rendements de capitaux (intérêts et dividendes), sur les gains en loterie ainsi que sur certaines prestations d'assurances. Ce projet, proposé par le Conseil fédéral, prévoit de supprimer l'impôt anticipé pesant sur les intérêts obligataires. Il se soldera à court terme par un manque à gagner unique d'un milliard de francs, puis engendrera une diminution des re-

cettes fiscales de 200 millions de francs par année. La contre-réforme prévoit en parallèle de supprimer le droit de timbre de négociation sur les obligations helvétiques. Elle doit encore être traitée par le Conseil des Etats.

**TOUT POUR LES GROSSES BOÎTES.** La bataille contre la suppression du droit de timbre, elle, se joue maintenant. Pour l'USS, cette mesure représente un nouveau privilège fiscal inacceptable, qu'il est indispensable de combattre dans les urnes: «Seules les entreprises très profitables et les hauts revenus y gagnent. L'arnaque de la suppression du droit de timbre coûterait environ 250 millions de francs par an, et de nouveaux privilèges d'une valeur de plus de 2 milliards de francs sont prévus pour les entreprises», souligne la faïtière syndicale. Cette mesure s'inscrit dans une longue série de cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches – avec, notamment, la deuxième et la troisième révision de l'imposition des entreprises (RIE II en 2008, RFFA en 2019), qui ont grandement profité aux actionnaires.

**RIEN POUR LES SALARIÉ-E-S...** Pour Pierre-Yves Maillard, le président de l'USS, «accorder des avantages fiscaux aux riches investisseurs et aux hauts revenus est particulièrement scandaleux dans le contexte actuel. Le pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses à bas et moyens revenus est soumis à une forte pression. La suppression du droit de timbre ne leur apportera rien, mais ils et elles ressentiront douloureusement les conséquences de la diminution des rentrées fiscales, par exemple lors des réductions de primes».

**...ET LE SERVICE PUBLIC.** Et d'ajouter: «Sans droit de timbre, les pertes fiscales se monteraient à plusieurs centaines de millions de francs. Résultat: les services publics se retrouveront sous la pression de plans d'économies. Pour financer ces cadeaux fiscaux pour les riches, c'est toute la société qui devra faire des sacrifices». La votation sur la suppression de la première tranche de l'impôt sur le droit de timbre aura vraisemblablement lieu le 13 février 2022. ■

<sup>1</sup> *Wochenzeitung*, 28 juin 2021.

<sup>2</sup> *lematin.ch*, 30 septembre 2021.

## CAPITAL VS TRAVAIL . 11

### POUR LE SALAIRE MINIMUM

La Banque centrale de Suède a accordé son prix 2021 de sciences économiques à trois chercheurs. Parmi eux, le Canadien David Card a mené une vaste enquête sur les effets de la hausse du salaire minimum en Californie, en juillet 1988. Conclusion: cette hausse a augmenté les revenus des travailleurs à bas salaire de 5 à 10% et n'a entraîné aucune perte d'emploi. De quoi motiver, en Suisse, les initiatives cantonales pour un salaire minimum décent!

### JUSTICE AVEUGLE

Le Tribunal administratif fédéral a pris fait en cause pour le groupe de cliniques privées Swiss Medical Network (SMN) face au Canton de Neuchâtel (*lire la rubrique Direct du droit sur cette page*). Conséquence: la planification hospitalière du canton est annulée... et l'Etat devra verser 3 millions de francs à la société du multimillionnaire Antoine Huber (*Le Courrier*, 12 octobre). Ou quand la justice fédérale pistonne la privatisation de la santé.

### PARLEMENT PAPERS

Près du tiers des 29 000 sociétés offshore dévoilées par les *Pandora Papers* sont gérées par des avocats ou fiduciaires suisses (*Tages Anzeiger*, 5 octobre). Ces notables bien sous tous rapports travaillent «pour un vaste éventail de clients toxiques: despotes du Caucase, fonctionnaires sud-américains corrompus, voire blanchisseurs d'argents condamnés» (*Tribune de Genève*, 3 octobre). Et, grâce à une solide représentation au Parlement fédéral, ils peuvent envisager l'avenir avec sérénité.

### POTION AMÈRE

«La leçon est la suivante: stabiliser les finances, maîtriser les dépenses, faire des plans d'austérité en tenant la masse salariale durant un moment». Dans une interview au *Temps* (2 octobre), le conseiller d'Etat vaudois sortant, le PLR Pascal Broulis, explique sa recette de l'austérité. Il oublie toutefois de citer un ingrédient, qui transforme son «bilan positif» en soupe à la grimace: une fonction publique sur les rotules.

## Carton Rouge

À la société suisse des entrepreneurs (SSE). Alors que les employé-e-s de la construction ont vu leur salaire baisser en 2020 et qu'une pénurie de personnel qualifié menace, les patrons refusent toute augmentation pour 2022. Pour leur faire entendre raison, les syndicats Unia et Syna organiseront des manifestations dans plusieurs cantons le samedi 30 octobre. ■



Il y a peu modèle en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire, le Brésil a de nouveau faim. Dans la rue, mouvements populaires et syndicats dénoncent la misère et l'inflation semées par le gouvernement Bolsonaro — qui rêve d'un coup d'État.

# Plus que les os à ronger

GUY ZURKINDEN . RÉDACTEUR  
LUIZ FERNANDO . PHOTO

Les images font mal.

Dans un quartier de la zone Sud, la plus aisée de la ville de Rio de Janeiro, un camion s'arrête. Aussitôt, une file se forme. Femmes et hommes commencent à fouiller un tas d'os, à la recherche de bouts de viande. Le véhicule transporte des restes vers une firme qui les transforme en nourriture pour animaux domestiques, ou en savon. «Il y a quelques années, les personnes me demandaient un bout d'os pour leur chien. Aujourd'hui, c'est pour se nourrir», témoigne le chauffeur.

**SAUT EN ARRIÈRE.** Les images, prises fin septembre pour le journal brésilien *Exame*, ont fait le tour du pays. Elles sont le reflet d'un terrible recul. En 2014, le Brésil quittait la «carte de la faim» de l'ONU. Le résultat du programme *Faim zéro*, mis sur pied dès le premier mandat du président Luiz Inácio Lula da Silva (2003-2011). Six ans plus tard, en 2020, la faim touchait à nouveau 19 millions de Brésiliennes et Brésiliens. En deux ans, ce nombre a augmenté de 85%. La consommation de viande a atteint son niveau le plus bas au cours des trois dernières décennies. Et 116 millions de personnes (plus de la moitié de la population) se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire. Tandis qu'un enfant sur trois souffrait d'anémie<sup>1</sup>.

**LA NOURRITURE S'ENVOLE.** Le retour de la faim n'est pas le reflet d'une crise de la production agricole. Au contraire. Les exportations de l'agrobusiness, qui pèse près du quart du Produit intérieur brut (PIB) brésilien, atteignent des records. Soja, maïs et riz en tête. Les raisons sont ailleurs: le taux de chômage élevé (plus de 14%) et la précarité du travail — plus de 40% des travailleuses et travailleurs sont actifs dans le secteur informel — se combinent au renchérissement brutal du prix des biens alimentaires de base — riz, haricot, lait, viande —, du gaz (utilisé pour cuisiner) et de l'essence. «Les gens ont faim parce qu'ils n'ont pas assez d'argent pour acheter leur nourriture» confirme João Pedro Stedile, le dirigeant du Mouvement des travailleurs ruraux sans-terre (MST), un des plus importants mouvements sociaux du pays. En juin 2020, le MST a proposé une série de mesures urgentes visant à contrer le retour de la faim. Pour stimuler emploi et production alimentaire, il proposait la distribution immédiate de grandes extensions de terres impro-



ductives à des familles paysannes, ainsi que la relance des programmes d'aide à l'agriculture familiale — au Brésil, c'est elle qui nourrit une majorité de la population.

**«DOUBLE GÉNOCIDE».** Aucune de ces propositions n'a été reprise. Au contraire. Lié aux grands propriétaires terriens, le gouvernement Bolsonaro a coupé les vivres aux politiques publiques visant à garantir la sécurité alimentaire. «Au génocide de la pandémie s'ajoute celui de l'assiette vide», dénonce Frei Betto<sup>2</sup>. Ce théologien de la libération, écrivain renommé et ancien résistant à la dictature militaire, sait de quoi il parle. Il a été un des initiateurs du programme *Faim zéro*.

**«BOLSO-CARO».** Dans les manifestations qui réclament la destitution du président d'extrême-droite, le slogan *«Bolso-carro»* (*caro* veut dire cher en brésilien) côtoie désormais celui de «Bolsonaro le génocidaire» — faisant référence à la politique négationniste de ce dernier face à la pandémie, qui a déjà causé plus de 600 000 morts. La dernière mobilisation, le 2 octobre, a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes dans

300 villes. Pour la première fois, mouvements populaires, syndicats et partis de gauche étaient soutenus par une partie de l'opposition de droite.

**UN COUP À LA TRUMP?** La popularité du président est en baisse. Les scandales s'accumulent sur son clan — les *Pandora Papers* viennent de révéler que le ministre de l'économie, Paulo Guedes, planque des millions dans des paradis fiscaux — et les sondages donnent Bolsonaro clairement perdant s'il devait affronter Lula lors de la présidentielle, dont le premier tour est agendé au 2 octobre 2022. Mais l'ex-capitaine n'a pas dit son dernier mot. Le 7 septembre dernier, au cours de la journée qui célèbre l'indépendance du Brésil, il a fait planer la menace d'un coup d'État devant des dizaines de milliers de partisans-e-s galvanisé-e-s, à São Paulo et Brasília — avant d'amorcer un recul tactique, quelques jours plus tard. La bataille s'annonce encore longue et incertaine. Surtout pour les millions de pauvres qui luttent quotidiennement pour remplir leur assiette.

<sup>1</sup> *BBC Brasil*, 5 octobre 2021.

<sup>2</sup> *Correio da Cidadania*, 18 août 2021.

## Solidarité

### LA CGIL ATTAQUÉE PAR DES NÉO-NAZIS

Le 9 octobre à Rome, des militant-e-s du groupe fasciste *Forza Nuova* ont profité d'une manifestation nationale contre l'extension du passe sanitaire (*green pass*) pour attaquer le siège national de la CGIL, la plus grande confédération syndicale du pays. Les assaillants ont détruit le hall d'entrée du syndicat.

Le dirigeant de la CGIL, Maurizio Landini, a dénoncé une attaque de «squadisme» fasciste — le mot «squadisme» se réfère aux actions de terreur menées par les chemises noires à partir de 1919 pour détruire le mouvement ouvrier et paralyser toute opposition au fascisme.

La secrétaire générale de l'Internationale des services publics, à laquelle appartient le SSP, a exprimé sa solidarité avec les syndicats italiens. «La résurgence d'organisations fascistes et néo-nazies a été ignorée trop longtemps — et même tolérée. Aujourd'hui, on peut en mesurer les conséquences. Cette situation exige une action déterminée pour rendre les organisations fascistes illégales».

Le SSP s'associe à cette dénonciation et exprime sa solidarité avec le mouvement syndical italien. En Italie comme partout dans le monde, l'extrême-droite représente le plus grand ennemi des travailleurs-euses. Samedi 16 octobre, les syndicats italiens appellent à une grande manifestation nationale contre le fascisme. *No Pasaran!* ■

### *Pandora Papers* et évasion fiscale

Les *Pandora Papers* ont mis sous les projecteurs 29 000 sociétés offshore domiciliées dans des paradis fiscaux. Comme le résume le procureur genevois Yves Bertossa, ces sociétés offshore sont «des structures juridiques sans aucune activité commerciale, qui servent uniquement à détenir un patrimoine». Objectif: «dissimuler et instaurer de l'opacité»<sup>1</sup>.

Parmi les bénéficiaires de ces montages, qui permettent notamment d'éviter les impôts, les *Pandora Papers* ont pointé notamment: le premier ministre tchèque, Andrej Babis; le président équatorien, Guillermo Lasso; le président pakistanais, Imran Khan; le chef de l'État kenyan, Uhura Kenyatta; le roi Abdallah II de Jordanie; Paulo Guedes, le ministre de l'économie brésilien; le clan Rajapaksa, qui dirige le Sri Lanka d'une poigne de fer; la famille du président d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev; Tony Blair, l'ancien premier ministre britannique; l'ancien premier ministre français et ex-patron du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Kahn.

Selon l'ONG Tax Justice Network, l'évasion fiscale coûte chaque année 427 milliards de dollars aux États. De quoi financer, dans le monde entier, l'accès aux besoins sociaux les plus essentiels. ■

<sup>1</sup> *Tribune de Genève*, 8 octobre 2021.

### France . Des milliers de grévistes

À l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, près de 160 000 salarié-e-s ont fait grève et manifesté en France le 5 octobre dernier, au cours d'une mobilisation interprofessionnelle. Les manifestant-e-s ont clamé leur ras-le-bol face aux conditions de travail dégradées, aux salaires et aux pensions qui stagnent, au chômage élevé. Ils et elles ont exigé l'abandon des contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites, et demandé le renforcement des services publics, notamment de santé. ■

### Iran . Soutien aux syndicats indépendants !

Au cours des dernières années, des dizaines de milliers de travailleurs contractuels des champs pétroliers et gaziers iraniens ont pris part à des grèves sauvages. Le gouvernement iranien a longtemps réprimé ces salariés. En septembre, pour la première fois, le ministère du Travail a cependant accepté de rencontrer un délégué du syndicat indépendant UMMI. On peut soutenir ces syndicalistes ici: [www.labourstartcampaigns.net](http://www.labourstartcampaigns.net) ■